

RF

ROYAUME DE BELGIQUE

-----

Avis 42.668/2  
DU 23 AVRIL 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION  
DU CONSEIL D'ÉTAT

-----

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, le 30 mars 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "portant modification de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

### Préambule

L'arrêté en projet trouve son fondement juridique dans les articles 121 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, et 57, alinéa 2, de la loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police. L'alinéa 2 du préambule doit, dès lors, être adapté.

Il convient en outre de viser l'article 18 de la loi du 16 mars 2006 modifiant certaines règles de base de l'évaluation des membres du personnel des services de police. En effet, ces règles de base (articles 52 à 64 de la loi du 26 avril 2002, précitée) ayant fait l'objet de modifications par la loi du 16 mars 2006, le Roi doit mettre en vigueur ces dispositions légales concomitamment.

### Dispositif

#### Article 7

1. Un arrêté royal ne peut ni paraphraser ni modifier une loi. Le projet ne peut donc contenir des dispositions qui se trouvent déjà dans les articles 52 à 64 de la loi du 16 mars 2002, précitée, a fortiori lorsqu'il les modifie, par exemple en omettant certains passages ou en en ajoutant d'autres.

.../...

Il y a lieu d'omettre pareilles dispositions car l'auteur du projet doit rester dans la sphère de ses compétences. En reproduisant - fidèlement ou non - une disposition de force obligatoire supérieure, il agit comme s'il était compétent pour arrêter - donc aussi pour modifier - la norme supérieure reproduite, celle-ci étant alors en quelque sorte rétrogradée dans la hiérarchie des normes.

L'arrêté en projet peut seulement apporter des précisions aux dispositions légales, dans le respect de l'article 121 de la loi du 7 décembre 1998, précitée. Les articles VII.I.1<sup>er</sup> à VII.I.4, en projet, ainsi que les alinéas 1<sup>er</sup> des articles VII.I.12 à VII.I.15 et VII.I.25, en projet, doivent dès lors être omis.

2.1. Au sujet de l'article VII.I.22, en projet, l'inspecteur des finances a souligné dans son avis du 15 avril 2005 :

"Quoique le texte reprenne, pour l'essentiel, les articles actuels du statut, il n'est pas interdit de se poser la question de l'opportunité de ne prévoir qu'un seul conseil d'appel; il serait à mon avis préférable de prévoir un conseil d'appel, ou du moins une chambre, par rôle linguistique : les pouvoirs en matière d'évaluation accordés à un organe dont la composition n'est soumise à aucune exigence d'ordre linguistique me semblent ne respecter ni l'esprit ni la lettre des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative (voir article 43<sup>ter</sup>, § 7)."

Dans son accord sur l'arrêté en projet, le ministre de la Fonction publique a observé :

"Ik volg eveneens de Inspecteur van Financiën in zijn opmerking betreffende de raad van beroep en het respect voor de taalwetten in bestuurszaken (artikel 43<sup>ter</sup>, § 7)."

2.2. Ces observations soulèvent la question du respect des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, en ce qui concerne la composition du conseil d'appel.

Il résulte de cette législation que l'agent doit avoir la garantie que, tout au long de la procédure, il sera évalué dans sa langue.

Dès lors, la composition voire la structure du conseil d'appel doit offrir cette garantie, par exemple par la constitution de plusieurs chambres.

2.3. Le principe d'une évaluation dans la langue de l'intéressé est confirmé et précisé par l'article 43ter, § 7, des lois coordonnées précitées <sup>1</sup>, inséré par la loi du 12 juin 2002, qui, une fois entré en vigueur <sup>2</sup>, trouvera à s'appliquer, les membres du conseil d'appel devant être qualifiés d'évaluateurs au sens de cette disposition <sup>3</sup>.

3. Selon l'article VII.I.7, § 1<sup>er</sup>, 2/, en projet, ne peuvent réaliser d'évaluation, ni l'évaluateur, ni le responsable final de l'évaluation "(...) qui estime que l'on peut avancer une cause de récusation à son encontre au sens de l'article 828 du Code judiciaire, ou qu'il lui est impossible de juger de manière impartiale la personne évaluée".

---

(1) Dans l'avis 34.435/2, donné le 27 novembre 2002, sur un projet devenu l'arrêté royal du 17 décembre 2002 déterminant les emplois des membres du personnel de la police fédérale et de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale qui constituent les premier et deuxième degrés linguistiques, en vue de l'application de l'article 43ter des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, la section de législation du Conseil d'État a rappelé que,  
"(...) tel qu'il est rédigé, l'article 43ter, § 1<sup>er</sup>, établit des règles en matière d'emploi des langues par les services centraux des services publics fédéraux centralisés et ne prévoit d'exception que pour les ministères auxquels les dispositions de l'article 43 restent d'application".

(2) Cette disposition n'est pas encore entrée en vigueur, l'article 8 de la loi du 12 juin 2002 modifiant les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, ayant habilité le Roi à fixer la date d'entrée en vigueur par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, sans que cette disposition ait été exécutée.

(3) Voir également le rapport au Roi précédant les arrêtés royaux du 5 mars 2004 déterminant les degrés linguistiques à la police fédérale et à l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale, en vue de l'application de l'article 43ter des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, et du 5 mars 2004 fixant les cadres linguistiques des degrés linguistiques de la police fédérale et de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale (Moniteur belge du 19 mars 2004, 3<sup>ème</sup> éd., p. 15810).

Ce faisant, l'auteur du projet consacre expressément le principe d'impartialité dans le cadre de l'évaluation des membres du personnel. Cette disposition devrait néanmoins également être rendue applicable aux membres du conseil d'appel, ainsi qu'au conseiller en évaluation qui est aussi appelé à rédiger un rapport d'évaluation (article VII.I.21, alinéa 3, en projet).

Par ailleurs, comme l'a relevé l'inspecteur des finances dans son avis du 15 avril 2005,

"Comme l'article VII.I.15 actuel, il fait référence aux causes de récusation de l'article 828 (du Code judiciaire), ce qui est évidemment une solution de facilité.

Toutefois, ce texte a été écrit pour le cas très particulier de la magistrature. Certains des cas qui y sont visés ne s'appliquent manifestement pas dans le cas des services de police (littéras 2/, 4/, 5/, 8/, 9/, 10/); par contre, le littéra 11/ risque de poser des problèmes s'il est appliqué strictement : le fait, pour un supérieur hiérarchique, d'accepter fût-ce un verre d'un de ses subordonnés le disqualifie comme évaluateur.

Il serait donc préférable d'énoncer les causes de récusation dans le texte, plutôt que de se référer à l'article 828 (du Code judiciaire)."

Il n'y a pas lieu de se référer purement et simplement à l'article 828 du Code judiciaire <sup>4</sup>. L'article VII.I.7, § 1<sup>er</sup>, en projet, doit, dès lors, être revu de manière à ne prévoir que des causes de récusations pertinentes.

4. L'article VII.I.26, en projet, prévoit que le conseil d'appel juge sur la base du dossier d'évaluation dont font partie toutes les pièces établies dans le cadre de l'évaluation contestée. Il va de soi que seuls les documents pertinents pour l'évaluation peuvent se trouver dans le dossier d'évaluation (article VII.I.29, en projet).

À l'article VII.I.21, alinéa 3, en projet, il est précisé que le premier rapport d'évaluation (rédigé par l'évaluateur) ainsi que la note de remarques (rédigée par la personne évaluée) sont détruits lorsque le responsable final de l'évaluation ou le conseiller en évaluation a rédigé un nouveau rapport d'évaluation "en appel".

---

<sup>(4)</sup> Voir, à ce propos, notamment J. JAUMOTTE, "Les principes généraux de droit administratif à travers la jurisprudence administrative", in B. BLERO (éd.), Le Conseil d'État de Belgique, Bruxelles, 1999, pp. 672-679.

Or, rien ne justifie que le conseil d'appel ne puisse prendre connaissance de tous les documents pertinents pour l'évaluation. Il en est de même en cas de recours en annulation devant la section d'administration du Conseil d'État. L'article VII.I.21, en projet, doit donc être revu.

#### Article 14

L'article 58 de la loi du 26 avril 2002, précitée, tel que modifié par la loi du 16 mars 2006, précitée, énonce :

"Chaque période d'évaluation commence par un entretien préparatoire et se termine par un entretien d'évaluation. Au cours de la période d'évaluation, des entretiens de fonctionnement peuvent avoir lieu."

Aucune disposition légale n'habilitant le Roi - et a fortiori le Ministre de l'Intérieur - à déroger à l'article 58 de la loi du 26 avril 2002, précitée, l'article 14 du projet doit être omis.

#### Article 19

Selon l'article XII.VII.7 de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police (PJPol), confirmé par la loi-programme du 30 décembre 2001 et modifié par la loi du 16 mars 2006, précitée, et la loi du 1<sup>er</sup> mars 2007 portant des dispositions diverses (III),

"Le chef de corps ou le commissaire général détermine la date à laquelle la première période d'évaluation visée à l'article VII.I.21 débute. Le cas échéant, cette autorité peut retarder le début de cette période, étant entendu qu'elle commence, au plus tard, dix-huit mois après l'entrée en vigueur du titre I<sup>er</sup> de la partie VII."

Le titre I<sup>er</sup> de la partie VII PJPol étant entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2005 (article XIII.II.1 PJPol, tel que modifié par l'arrêté royal du 15 mai 2003), la première période d'évaluation est censée avoir commencé au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre 2006, c'est-à-dire avant l'entrée en vigueur de la loi du 16 mars 2006, précitée.

.../...

Néanmoins, l'article 19 du projet entend rapporter partiellement les dispositions du titre I<sup>er</sup> de la partie VII PJPol et les remplacer rétroactivement par les dispositions de l'article 7 du projet.

La non-rétroactivité des actes administratifs est de règle, en vertu d'un principe général de droit. Elle peut toutefois être justifiée si elle est autorisée par la loi. En l'absence d'une autorisation légale, la rétroactivité ne peut être admise qu'à titre exceptionnel, lorsqu'elle est nécessaire, notamment, à la continuité du service public ou à la régularisation d'une situation de fait ou de droit et pour autant qu'elle respecte les exigences de sécurité juridique et les droits individuels.

En l'espèce, la rétroactivité n'est pas autorisée par la loi du 16 mars 2006, précitée, dont l'entrée en vigueur doit encore être fixée (voir observation formulée sous le préambule) et il ne semble pas qu'une justification ne puisse être apportée par l'auteur du projet qui serait de nature, au regard des éléments précités, à autoriser une dérogation au principe général de non-rétroactivité des actes administratifs. Par conséquent, l'article 19 du projet doit être revu.

-----

La chambre était composée de

|           |                       |                       |
|-----------|-----------------------|-----------------------|
| Messieurs | Y. KREINS,            | président de chambre, |
|           | P. VANDERNOOT,        | conseillers d'État,   |
| Mesdames  | M. BAGUET,            |                       |
|           | A.-C. VAN GEERSDAELE, | greffier.             |

Le rapport a été présenté par M. R. WIMMER, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

-----

ADVIES 42.668/2  
VAN 23 APRIL 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING  
VAN DE RAAD VAN STATE

-----

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 30 maart 2007 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

#### Aanhef

Het ontworpen besluit ontleent zijn rechtsgrond aan artikel 121 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, en artikel 57, tweede lid, van de wet van 26 april 2002 houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten. Het tweede lid van de aanhef moet dan ook worden aangepast.

Bovendien moet verwezen worden naar artikel 18 van de wet van 16 maart 2006 tot wijziging van bepaalde basisregels van de evaluatie van de personeelsleden van de politiediensten. Aangezien die basisregels (artikelen 52 tot 64 van de voornoemde wet van 26 april 2002) gewijzigd zijn bij de wet van 16 maart 2006, moet de Koning die wetsbepalingen immers tegelijkertijd in werking laten treden.

#### Dispositief

#### Artikel 7

1. In een koninklijk besluit mag geen wet worden geparafraseerd of gewijzigd. Het ontwerp mag dus geen bepalingen bevatten die reeds voorkomen in de

artikelen 52 tot 64 van de voornoemde wet van 16 maart 2002, en zeker niet wanneer het die bepalingen wijzigt, bijvoorbeeld door bepaalde passages weg te laten of er andere aan toe te voegen.

Zulke bepalingen moeten vervallen; want de steller van het ontwerp moet binnen zijn bevoegdheidsdomein blijven. Door een hogere regel - al dan niet getrouw - over te nemen, handelt hij alsof hij bevoegd is om de overgenomen hogere regel vast te stellen - en dus ook te wijzigen -, waardoor die regel als het ware een lagere rangorde verkrijgt binnen de hiërarchie van de normen.

Met het ontworpen besluit kunnen alleen preciseringen worden aangebracht met betrekking tot wetsbepalingen, met inachtneming van artikel 121 van de voornoemde wet van 7 december 1998. De ontworpen artikelen VII.I.1 tot VII.I.4 en het eerste lid van de ontworpen artikelen VII.I.12 tot VII.I.15 en VII.I.25 moeten derhalve vervallen.

2.1. Wat het ontworpen artikel VII.I.22 betreft, heeft de inspecteur van financiën in zijn advies van 15 april 2005 het volgende onderstreept :

"Quoique le texte reprenne, pour l'essentiel, les articles actuels du statut, il n'est pas interdit de se poser la question de l'opportunité de ne prévoir qu'un seul conseil d'appel; il serait à mon avis préférable de prévoir un conseil d'appel, ou du moins une chambre, par rôle linguistique : les pouvoirs en matière d'évaluation accordés à un organe dont la composition n'est soumise à aucune exigence d'ordre linguistique me semblent ne respecter ni l'esprit ni la lettre des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative (voir article 43<sup>ter</sup>, § 7)."

In zijn akkoordbevinding betreffende het ontworpen besluit heeft de Minister van Ambtenarenzaken het volgende gesteld :

"Ik volg eveneens de Inspecteur van Financiën in zijn opmerking betreffende de raad van beroep en het respect voor de taalwetten in bestuurszaken (artikel 43<sup>ter</sup>, § 7)."

2.2. Die opmerkingen werpen het vraagstuk op van de naleving van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966 wat de samenstelling van de raad van beroep betreft.

Uit die wetgeving volgt dat het personeelslid de waarborg moet krijgen dat hij tijdens de hele procedure in zijn taal geëvalueerd wordt.

De samenstelling of zelfs de structuur van de raad van beroep moet bijgevolg die waarborg bieden, bijvoorbeeld door te voorzien in verscheidene kamers.

2.3. Het beginsel dat evaluaties geschieden in de taal van de betrokkene wordt bekrachtigd en verduidelijkt door artikel 43ter, § 7, van de voornoemde gecoördineerde wetten<sup>5</sup>, ingevoegd bij de wet van 12 juni 2002, dat, zodra het in werking treedt<sup>6</sup>, van toepassing zal zijn; met dien verstande dat de leden van de raad van beroep moeten worden bestempeld als evaluatoren in de zin van deze bepaling<sup>7</sup>.

---

<sup>(5)</sup> In advies 34.435/2, gegeven op 27 november 2002, over een ontwerp dat het koninklijk besluit van 17 december 2002 is geworden tot vaststelling van de betrekkingen van de personeelsleden van de federale politie en van de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie die de eerste en tweede taaltrappen vormen, met het oog op de toepassing van artikel 43ter van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966 : heeft de afdeling Wetgeving van de Raad van State erop gewezen dat, "(...) in artikel 43ter, § 1, zoals het is gesteld, regels worden vastgesteld inzake het gebruik van de talen door de centrale diensten van de gecentraliseerde federale overheidsdiensten, en alleen voorzien wordt in een uitzondering voor de ministeries, waarop de bepalingen van artikel 43 van toepassing blijven".

<sup>(6)</sup> Deze bepaling is nog niet in werking getreden aangezien bij artikel 8 van de wet van 12 juni 2002 tot wijziging van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, de Koning is gemachtigd de datum van inwerkingtreding vast te stellen bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, maar die bepaling is nog niet ten uitvoer gelegd.

<sup>(7)</sup> Zie ook het verslag aan de Koning dat voorafgaat aan het koninklijk besluit van 5 maart 2004 tot vaststelling van de taaltrappen van de federale politie en van de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie, met het oog op de toepassing van artikel 43ter van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, en het koninklijk besluit van 5 maart 2004 tot vaststelling van de taalkaders van de taaltrappen van de federale politie en van de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie (Belgisch Staatsblad van 19 maart 2004, derde uitg., blz. 15810).

3. Luidens het ontworpen artikel VII.I.7, § 1, 2/, mogen noch de evaluator, noch de eindverantwoordelijke voor de evaluatie die "(...) meent dat tegen hem een reden tot wraking kan worden voorgedragen in de zin van artikel 828 van het gerechtelijk wetboek of dat het hem onmogelijk is de geëvalueerde onpartijdig te beoordelen" een evaluatie opstellen.

Zo legt de steller van het ontwerp uitdrukkelijk het onpartijdigheidsbeginsel vast in het kader van de evaluatie van de personeelsleden. Deze bepaling zou evenwel ook van toepassing moeten worden verklaard op de leden van de raad van beroep, alsmede op de evaluatie-adviseur, die ook een evaluatieverslag moet opstellen (ontworpen artikel VII.I.21, derde lid).

Bovendien, zoals de inspecteur van financiën heeft opgemerkt in zijn advies van 15 april 2005,

"Comme l'article VII.I.15 actuel, il fait référence aux causes de récusation de l'article 828 (du Code judiciaire), ce qui est évidemment une solution de facilité.

Toutefois, ce texte a été écrit pour le cas très particulier de la magistrature. Certains des cas qui y sont visés ne s'appliquent manifestement pas dans le cas des services de police (littéras 2/, 4/, 5/, 8/, 9/, 10/); par contre, le littéra 11/ risque de poser des problèmes s'il est appliqué strictement : le fait, pour un supérieur hiérarchique, d'accepter fût-ce un verre d'un de ses subordonnés le disqualifie comme évaluateur.

Il serait donc préférable d'énoncer les causes de récusation dans le texte, plutôt que de se référer à l'article 828 (du Code judiciaire)."

Er mag niet gewoonweg verwezen worden naar artikel 828 van het Gerechtelijk Wetboek <sup>8</sup>. Het ontworpen artikel VII.I.7, § 1, moet bijgevolg zo worden herzien dat er alleen relevante wrakingsgronden in worden genoemd.

4. Het ontworpen artikel VII.I.26 bepaalt dat de raad van beroep oordeelt op basis van het evaluatiedossier waarvan alles stukken opgemaakt in het kader van de betwiste evaluatie deel uitmaken. Het spreekt vanzelf dat alleen de stukken die relevant zijn voor de evaluatie in het evaluatiedossier mogen zitten (ontworpen artikel VII.I.29).

In het ontworpen artikel VII.I.21, derde lid, wordt bepaald dat het eerste evaluatieverslag (opgemaakt door de evaluator) evenals de nota met opmerkingen (opgemaakt door de geëvalueerde) vernietigd worden wanneer de eindverantwoordelijke van de evaluatie of de evaluatie-adviseur een nieuw evaluatieverslag "in beroep" heeft opgemaakt.

Niets wettigt echter dat de raad van beroep geen kennis kan nemen van alle stukken die relevant zijn voor de evaluatie. Dat geldt ook in geval van een beroep tot nietigverklaring bij de afdeling Administratie van de Raad van State. Het ontworpen artikel VII.I.21 moet dus worden herzien.

#### Artikel 14

Artikel 58 van de voornoemde wet van 26 april 2002, zoals gewijzigd bij de voornoemde wet van 16 maart 2006, luidt als volgt :

"Elke evaluatieperiode vangt aan met een planningsgesprek en wordt afgesloten met een evaluatiegesprek. In de loop van de evaluatieperiode kunnen functioneringsgesprekken worden gehouden."

---

<sup>(8)</sup> Zie, wat dat betreft, inz. J. JAUMOTTE, "Les principes généraux de droit administratif à travers la jurisprudence administrative", in B. BLERO (uitg.), Le Conseil d'État de Belgique, Brussel, 1999, blz. 672-679.

Aangezien de Koning - en a fortiori de Minister van Binnenlandse Zaken - bij geen enkele wetsbepaling gemachtigd wordt af te wijken van artikel 58 van de voornoemde wet van 26 april 2002, moet artikel 14 van het ontwerp vervallen.

### Artikel 19

Artikel XII.VII.7 van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten (RPPol), bekrachtigd bij de programmawet van 30 december 2001 en gewijzigd bij de voornoemde wet van 16 maart 2006 en bij de wet van 1 maart 2007 houdende diverse bepalingen (III) bepaalt het volgende :

"De korpschef of de commissaris-generaal bepaalt de datum waarop de eerste evaluatieperiode bedoeld in artikel VII.I.21 ingaat. In voorkomend geval kan hij het ingaan van deze periode uitstellen, met dien verstande dat zij ingaat ten laatste achttien maanden na de inwerkingtreding van titel I van deel VII."

Aangezien titel I van deel VII RPPol in werking is getreden op 1 april 2005 (artikel XIII.II.1 RPPol, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 mei 2003), wordt de eerste evaluatieperiode geacht uiterlijk op 1 oktober 2006 een aanvang te hebben genomen, dat wil zeggen vóór de inwerkingtreding van de voornoemde wet van 16 maart 2006.

Artikel 19 van het ontwerp strekt er evenwel toe de bepalingen van titel I van deel VII RPPol gedeeltelijk in te trekken en ze met terugwerkende kracht te vervangen door de bepalingen van artikel 7 van het ontwerp.

Krachtens een algemeen rechtsbeginsel hebben bestuurshandelingen in de regel geen terugwerkende kracht. Terugwerkende kracht kan echter gewettigd zijn indien zij door de wet wordt toegestaan. Wanneer dat echter niet het geval is, is terugwerkende kracht alleen aanvaardbaar bij wijze van uitzondering, inzonderheid wanneer dat nodig is voor de continuïteit van de openbare dienst of voor de regularisering van een rechtstoestand of feitelijke toestand en voor zover de vereisten inzake rechtszekerheid en de individuele rechten geëerbiedigd worden.

In casu is terugwerking niet toegestaan bij de voornoemde wet van 16 maart 2006, waarvan de datum van inwerkingtreding nog moet worden bepaald (zie de opmerking gemaakt met betrekking tot de aanhef) en de steller van het ontwerp lijkt geen reden te kunnen opgeven die, ten aanzien van het bovenstaande, een afwijking van het algemene beginsel dat bestuurshandelingen niet terugwerken kan wettigen. Artikel 19 van het ontwerp moet dan ook worden herzien.

-----

De kamer was samengesteld uit

|           |                       |                  |
|-----------|-----------------------|------------------|
| de Heren  | Y. KREINS,            | kamervoorzitter, |
|           | P. VANDERNOOT,        | staatsraden,     |
| Mevrouwen | M. BAGUET,            |                  |
|           | A.-C. VAN GEERSDAELE, | griffier.        |

Het verslag werd uitgebracht door de H. R. WIMMER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS